

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ce n'est pas un « aiguillon » qu'il faut à la gauche,
c'est l'unité

Alternative impossible à Gauche "à coté" ou sans les socialistes

- Politique -

Date de mise en ligne : vendredi 24 juillet 2009

Démocratie & Socialisme

Si le fait majeur des élections européennes a été l'échec retentissant des listes socialistes, la leçon qu'on peut aussi en tirer est que ce ne sont pas les « autres gauches » qui en auront profité. Toujours en panne de stratégie, à défaut d'un réel projet commun, d'ailleurs, les autres organisations politiques de gauche sont désormais face à leurs responsabilités.

Avec 12,6 %, l'ensemble des listes de l'autre gauche, écologistes mis à part, n'est pas très loin du résultat des listes socialistes. C'est un fait : une grande partie des électeurs, et plus encore des militants, de gauche ne se retrouvent pas dans le PS, et se cherche depuis plusieurs années. Aucune des solutions alternatives qui leur ont été proposées n'ont cependant jusqu'à maintenant prouvé leur efficacité politique.

Ce qui caractérise peut-être le plus cette « mouvance » antilibérale, c'est son extrême volatilité. La dynamique enclenchée après le referendum sur le TCE avec les collectifs unitaires antilibéraux a volé en éclat sur l'écueil de la présidentielle, avec les résultats que l'on sait.

Force est de constater, aujourd'hui, que la division règne toujours parmi ceux qui entendaient, à l'époque, incarner une alternative au Parti Socialiste.

Etrange attelage « écologiste »

Ainsi, le ralliement aux Verts de José Bové, un des principaux acteurs de l'explosion des collectifs avant la présidentielle, qui avait ensuite tenté de porter une candidature à l'Elysée sans grand succès, montre que les fondements politiques de cette mouvance reste à définir. Comment, en effet, passer d'une ligne politique qui prétendait rallier des trotskystes aux alter-mondialistes, en passant par les divers mouvements « alternatifs » et les communistes, à un rassemblement mené par un ancien gauchiste rallié au centre-gauche « libertaire » et une représentante de la droite libérale « morale » ?

Qu'une part non négligeable de l'électorat de gauche se soit finalement rabattu sur cette offre électorale peut être en soi rassurant : cela signifie que ceux qui, sans aucun doute, avaient choisi Bayrou plutôt que Royal à la présidentielle ont voulu, cette fois-ci, marquer leur refus d'une alliance des socialistes avec la droite en réaffirmant leur ancrage à gauche, même si c'est une gauche qui, au-delà de son message environnemental, est bien floue.

Pour autant, la présence de José Bové dans cet attelage hétéroclite n'a en rien permis de reposer les questions politiques qui avaient été au centre du débat autour du TCE. Pis encore, on peut penser qu'elle a permis de les taire et de laisser entendre que ces questions étaient « dépassées ».

En tout état de cause, « Europe écologie » ne peut pas constituer une force politique susceptible de porter un programme et une alternative politique lors des échéances nationales, faute d'une cohérence y compris sur les fondements d'une ligne politique.

Pas d'OPA du NPA

A l'inverse, le résultat des listes présentées par le Nouveau Parti Anticapitaliste (moins de 5 %) montre l'échec de l'entreprise menée par le courant majoritaire de la LCR. De fait, le NPA a moins bien réussi que la LCR, alors que les

trotskyistes de Lutte Ouvrière retombaient dans la marginalité électorale, ouvrant ainsi une réserve au NPA. Le projet de faire de ce « nouveau » parti, qui n'est en fait qu'une transformation cosmétique de l'ancien, le rassemblement politique de toute la gauche en dehors du PS en tentant de rafler seul la mise et en mettant à l'écart toutes les autres organisations, n'aura pas fonctionné.

Ce résultat, finalement assez surprenant au vu de la surface médiatique du NPA et de la dynamique qu'il prétendait avoir créé, témoigne du peu d'écho de sa logique de refus de l'unité. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la ligne consistant à calquer les mots d'ordre politique sur les démarches syndicales (et notamment les slogans autour de l'idée que les salariés ne « paieraient pas » la crise), a surtout révélé l'écart entre la démarche unitaire du syndicalisme et celle de rupture du NPA. Malheureusement, renier cette démarche qui consiste à la fois à refuser toute perspective de rassemblement de toute la gauche, mais aussi condamner tout rapprochement avec ceux qui envisagent une démarche unitaire, reviendrait à remettre en cause le projet fondateur du NPA. Si l'on peut espérer un sursaut des militants, notamment les plus nouveaux, il y a fort à craindre que l'appareil, lui, reste fidèle à cette ligne qui, à défaut d'avoir changé quoi que ce soit au rapport de force politique, lui a du moins permis de se maintenir comme appareil.

Quel avenir pour le « Front de gauche » ?

Le Front de gauche, lui, a réussi une entrée discrète mais loin d'être anecdotique, dans le paysage politique. Profitant à la fois de l'organisation politique du PCF et de l'apport de nouveaux militants qui ont rejoints, souvent en nombre, le Parti de Gauche. La dynamique unitaire a profité à cette coalition qui avait l'avantage d'une ligne politique claire, et d'un positionnement qui, malgré des ambiguïtés, s'inscrivait dans une démarche d'union de la gauche.

Pour autant, là encore, si l'unité a pu se faire sur la question européenne, les approches sont différentes entre des communistes en pleine crise d'identité, d'anciens socialistes qui ont trouvé dans le PG un mode de rupture avec le PS, et enfin d'anciens de la LCR, rassemblés au sein de la Gauche Unitaire, dont le credo est précisément le rassemblement de tous ceux qui ne veulent pas d'une union de toute la gauche ! Il semble donc clairement que les rassemblements ou coalition ponctuelles échouent tous plus ou moins sur l'écueil de la stratégie politique, et plus particulièrement de l'attitude vis-à-vis des socialistes qui, d'une certaine façon, détiennent la réponse à ce problème.

En effet, si le Parti Socialiste s'engage résolument dans une démarche de rassemblement de toute la gauche, et abandonne l'idée un instant envisagée du retour à la « troisième force », c'est-à-dire l'union avec la droite, la donne serait évidemment totalement différente. Or, le PS ne peut plus aujourd'hui prétendre à représenter, du moins à court ou moyen terme, toute la gauche. S'il est le parti du salariat, il n'est pas l'unique parti de gauche et doit donc faire un pas en direction de l'ensemble de la gauche pour créer une dynamique capable d'éviter le pire : la reconduite au pouvoir de la droite sarkoziste.

Hervé Le Fiblec